

HOOFDSTUK V. — Werken van laden en lossen

Art. 8. De werken van laden en lossen van schepen en schuiten geven recht op een loonbijslag van 20 pct. wanneer ze geschieden door middel van zakken welke op de rug worden gedragen.

Het gebruik van zakken van 100 kg is verboden.

HOOFDSTUK VI. — Geldigheid

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 27 mei 1987, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende het collectief contract van de werklieden en werkers tewerkgesteld in de ondernemingen waar veevoerders worden vervaardigd, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1988.

Zij treedt in werking op 1 februari 1989 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1990.

Zij wordt nadien stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van één jaar behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 september 1990.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

CHAPITRE V. — Travaux de chargement et de déchargement

Art. 8. Les travaux de chargement et de déchargement de bateaux et péniches entraînent l'octroi d'un supplément de salaire égal à 20 p.c. lorsqu'ils sont effectués au moyen de sacs transportés à dos d'homme.

L'utilisation de sacs de 100 kg est interdite.

CHAPITRE VI. — Validité

Art. 9. La présente convention collective de travail remplace celle du 27 mai 1987, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, concernant le contrat collectif des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises d'aliments pour bétail, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1988.

Elle entre en vigueur le 1er février 1989 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1990.

Elle est ensuite prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an, sauf dénonciation par une des parties signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 septembre 1990.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST****MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F 90 — 2575

30 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de la production des hydrocarbures chlorés

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversement des eaux usées dans les surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes, du 12 juin 1986, concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE modifiée par la directive 88/347/CEE du Conseil du 16 juin 1988, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit régional des dispositions pour y satisfaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables au déversement des eaux usées provenant d'entreprises qui produisent des hydrocarbures chlorés et dérivés du type C1, C2 et C3 ainsi que leurs polymères; la production des pesticides chlorés (organochlorés) n'est pas visée.

Le secteur se subdivise en :

- 1° un sous-secteur n° 1 pour la production de chlorure de vinyle (monomère);
- 2° un sous-secteur n° 2 pour la production des solvants chlorés.
- 3° un sous-secteur n° 3 pour la production de chlorométhane.

CHAPITRE II. — *Sous-secteur n° 1*

Art. 2. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

1° la demande chimique d'oxygène (COD) des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 milligrammes par litre;
2° dans les eaux déversées, les teneurs suivantes, exprimées en milligrammes par litre, ne peuvent être dépassées :

- tétrachlorure de carbone : 1;
- chloroforme : 10;
- halogène organique total (TOX), exprimé en chlore : 150;
- chlore actif : 1;
- cuivre : 10.

Art. 3. Par dérogation à l'article 7, 2° du règlement général, le pH des eaux usées déversées doit être compris entre 6,5 et 10.

Les valeurs concernant la demande biochimique d'oxygène, dont il est question à l'article 7, 3° du règlement général, ne sont pas d'application.

Art. 4. Les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume de référence de 1,1 mètre cube par tonne de capacité de production de chlorure de vinyle.

CHAPITRE III. — *Sous-secteur n° 2*

Art. 5. § 1er. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

1° La demande chimique d'oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 500 milligrammes par litre.

2° Dans les eaux déversées les teneurs suivantes, exprimées en milligramme par litre ne peuvent être dépassées :

- halogène organique total (TOX), exprimé en chlore : 150;
- tétrachlorure de carbone : 10;
- chlore actif : 1;

§ 2. Pour les productions mentionnées ci-après, les conditions complémentaires, pour le déversement dans les eaux de surface ordinaires, en ce qui concerne le tétrachlorure de carbone, sont les suivantes :

1° pour la production du tétrachlorure de carbone par perchloration, dans le cas du procédé avec lavage, y compris la pyrolyse qui pourrait l'accompagner :

- a) la teneur des eaux déversées en tétrachlorure de carbone, ne peut dépasser 55 milligrammes par litre;
- b) la quantité de tétrachlorure de carbone rejeté en moyenne par mois, ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité de production totale de tétrachloréthylène et perchloréthylène;

2° pour la production de tétrachlorure de carbone par perchloration, dans le cas du procédé sans lavage, y compris la pyrolyse qui pourrait l'accompagner :

- a) la teneur des eaux déversées en tétrachlorure de carbone ne peut dépasser 6,8 milligrammes par litre;
- b) le rejet mensuel moyen de tétrachlorure de carbone, ne peut dépasser 2,5 grammes par tonne de capacité de production totale de tétrachlorure de carbone et de perchloréthylène.

§ 3. Pour les productions de perchloréthylène (PER) et de tétrachlorure de carbone (CCP4) par perchloration les conditions complémentaires pour le déversement dans les eaux de surface ordinaires en ce qui concerne l'hexachlorobutadiène (HCB) sont les suivantes à partir du 1er janvier 1990.

1° la teneur en HCB des eaux déversées ne peut dépasser 4,09 milligrammes par litre;

2° le rejet mensuel moyen de HCB, ne peut dépasser 1,5 gramme par tonne de capacité de production totale de PER et de CCP4;

§ 4. Pour les productions de perchloréthylène et de tétrachlorure de carbone, les conditions complémentaires pour le déversement dans les eaux de surface ordinaires en ce qui concerne l'hexachloro benzène sont les suivantes à partir du 1er janvier 1990.

1° la teneur en HCB des eaux déversées ne peut dépasser 4,09 milligrammes par litre;

2° le rejet mensuel de HCB, ne peut dépasser 1,5 gramme par tonne de capacité de production totale de PER et de CCP4;

3° une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets ne dépassent pas 1 kilo par an.

Art. 6. Les valeurs concernant la demande biochimique d'oxygène visées à l'article 7, 3° du règlement général, ne sont pas d'application.

Art. 7. Les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 1,1 m³ par tonne de produit fabriqué ou par tonne de capacité installée s'il apparaît, pour une entreprise déterminée, que la variation de production ne modifie pas sensiblement le volume des eaux déversées.

Art. 8. § 1er. La méthode de mesure de référence pour la détermination du tétrachlorure de carbone dans les eaux usées est la chromatographie en phase gazeuse.

Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure à 0,5 milligramme par litre et, dans ce cas, la limite de détermination est de 0,1 microgramme par litre. Pour une concentration supérieure à 0,5 milligramme par litre, une limite de détermination de 0,1 milligramme par litre est satisfaisante.

§ 2. L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de l'ordre de 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

§ 3. La mesure du débit des eaux usées doit être effectuée avec une exactitude de l'ordre de 20 %.

§ 4. Par limite de détermination, il faut entendre la quantité la plus petite, quantitativement déterminable dans un échantillon, sur la base d'un procédé de travail donné, qui puisse encore être distinguée de zéro.

Par exactitude, il faut entendre, la différence entre la valeur réelle du paramètre examiné et la valeur moyenne expérimentale obtenue.

Par précision, il faut entendre l'intervalle dans lequel 95 % des résultats des mesures effectuées, sur un même échantillon et en employant la même méthode, sont trouvés.

Art. 9. La méthode de mesure de référence pour la détermination du HCB dans les effluents et dans les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié. La limite de détermination pour le HCB se situe dans une fourchette comprise entre 1 et 10 nanogrammes par litre pour les eaux et entre 0,5 et 1 microgramme par litre pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

Art. 10. § 1er. La méthode de mesure de référence pour la détermination du HCB dans les effluents et dans les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour le HCB se situe dans une fourchette comprise entre 1 et 10 nanogrammes par litre pour les eaux et entre 0,5 et 1 microgramme par litre pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

§ 2. L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

CHAPITRE IV. — *Sous-secteur n° 3*

Art. 11. Les conditions sectorielles fixées dans le présent chapitre sont applicables, à partir du 1er janvier 1990, aux déversements des eaux usées provenant du secteur de la production de chlorométhane :

1° à partir de méthanol ou d'une combinaison de méthanol et de méthane, c'est-à-dire par hydrochloration du méthanol puis chloration du chlorure de méthyle;

2° par chloration du méthane.

Art. 12. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général, s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

1° pour la production de chlorométhane à partir du méthanol ou d'une combinaison de méthanol et de méthane :

- a) la teneur en CHCl_3 des eaux déversées ne peut dépasser 3 milligrammes par litre;
- b) le rejet mensuel moyen de CHCP_3 , ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité totale de production de chlorométhane;
- c) la demande chimique d'oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 500 milligrammes par litre;
- d) les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 10 mètres cubes par tonne de capacité totale de production de chlorométhane;
- e) une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets ne dépassent pas 30 kilos par an;
- f) les conditions de déversement doivent être respectées en amont de toute agitation à l'air libre des effluents contenant le CHCl_3 ;
- g) la teneur en halogènes organiques totaux (TOX) exprimée en chlore ne peut dépasser 150 mg/l.
- h) le rejet mensuel moyen de tétrachlorure de carbone, ne peut dépasser 7 grammes par tonne de capacité de production totale de chlorométhane.

2° Pour la production de chlorométhane par chloration du méthane :

- a) la teneur en CHCl_3 des eaux déversées ne peut dépasser 3 milligrammes par litre;
- b) le rejet mensuel moyen de CHCP_3 , ne peut dépasser 7,5 grammes par tonnes de capacité totale de production de chlorométhane;
- c) la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 500 milligrammes par litre;
- d) les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de 7,5 mètres cubes par tonne de capacité totale de production de chlorométhane;
- e) les conditions de déversement doivent être respectées en amont de toute agitation à l'air libre des effluents contenant le CHCl_3 ;
- f) le rejet mensuel moyen de tétrachlorure de carbone, ne peut dépasser 7 grammes par tonne de capacité de production totale de chlorométhane.

Art. 13. § 1er. La méthode de mesure de référence pour détecter la présence de chloroforme dans les effluents et les eaux est la chromatographie en phase gazeuse.

Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure à 0,5 milligramme par litre, dans ce cas, la limite de détermination est de 0,1 microgramme par litre. Pour une concentration supérieure à 0,5 milligramme par litre, une limite de détermination de 0,1 microgramme par litre est satisfaisante.

§ 2. L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes et finales*

Art. 14. Aux conditions générales prévues par le règlement général pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

- 1° en ce qui concerne le sous-secteur n° 1 les conditions fixées à l'article 2;
- 2° en ce qui concerne le sous-secteur n° 2 les conditions fixées à l'article 5;
- 3° en ce qui concerne le sous-secteur n° 3 les conditions fixées à l'article 12.

Art. 15. Les mesures du débit doivent être effectuées avec une exactitude de l'ordre de 20 %.

Par limite de détermination, il faut entendre la quantité la plus petite, quantitativement déterminable dans un échantillon, sur la base d'un procédé de travail donné, qui puisse encore être distinguée du zéro.

Par exactitude, il faut entendre, la différence entre la valeur réelle du paramètre examiné et la valeur moyenne expérimentale obtenue.

Par précision, il faut entendre l'intervalle dans lequel 95 % des résultats des mesures effectuées, sur un même échantillon et en employant la même méthode, sont trouvés.

Art. 16. L'arrêté royal du 22 février 1988, déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires, des eaux usées provenant de la fabrication des hydrocarbures chlorés, est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 1990.

Le Ministre de la Région wallonne, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie,
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2575

30. APRIL 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer aus der Chlorkohlenwasserstoffproduktion ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation

Aufgrund des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1978 zur allgemeinen Ordnung über die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regenwasserabflüsse, insbesondere der Artikel 9 und 20, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. Juli 1985;

In der Erwägung, daß die Richtlinie 86/280/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 12. Juni 1986 betreffend Grenzwerte und Qualitätsziele für die Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe im Sinne der Liste I im Anhang der Richtlinie 76/464/EWG, abgeändert durch die Richtlinie 88/347/EWG des Rates vom 16. Juni 1988, den Mitgliedstaaten Pflichten auferlegt und daß Bestimmungen in die regionale Rechtsordnung eingefügt werden müssen, damit diesen Pflichten nachgekommen werden kann;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1. Die im vorliegenden Erlaß festgelegten sektorbezogenen Bedingungen gelten für die Ableitung der Abwässer aus Betrieben, die Chlorkohlenwasserstoffe und Derivate vom Typ C1, C2 und C3 sowie ihre Polymere herstellen; die Herstellung der chlorierten Pestizide (organische Chlorverbindungen) ist nicht betroffen.

Der Sektor läßt sich unterteilen in :

1. einen Teilsektor Nr. 1 für die Herstellung von Vinylchloriden (Monomere);
2. einen Teilsektor Nr. 2 für die Herstellung der chlorierten Lösemittel;
3. einen Teilsektor Nr. 3 für die Herstellung von Chlormethanen.

KAPITEL II. — Teilsektor Nr. 1

Art. 2. Zu den allgemeinen Bedingungen, die im Königlichen Erlaß vom 3. August 1978 zur allgemeinen Ordnung über die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regenwasserabflüsse, nachstehend « die allgemeine Ordnung » genannt, für die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser vorgesehen sind, kommen noch folgende zusätzliche Bedingungen hinzu :

1. Der chemische Sauerstoffbedarf (CSB) des abgeleiteten Wassers darf 2 000 Milligramm je Liter nicht übersteigen.

2. In den Abwässern dürfen folgende in Milligramm je Liter ausgedrückte Gehalte nicht überschritten werden :

- Tetrachlorkohlenstoff : 1;
- Chloroform : 10;
- gesamte organische Halogenverbindungen (TOX), ausgedrückt in Chlor : 150;
- aktives Chlor : 1;
- Kupfer : 10.

Art. 3. In Abweichung von Artikel 7, Nr. 2 der allgemeinen Ordnung muß der pH-Wert der abgeleiteten Abwässer zwischen 6,5 und 10 liegen.

Die Werte in bezug auf den in Artikel 7, Nr. 3 der allgemeinen Ordnung erwähnten biochemischen Sauerstoffbedarf kommen nicht zur Anwendung.

Art. 4. Die Ableitungsbedingungen werden aufgrund des Referenzvolumens von 1,1 Kubikmeter je Tonne Produktionskapazität Vinylchlorid festgelegt.

KAPITEL III. — *Teilsektor Nr. 2*

Art. 5. § 1. Zu den allgemeinen Bedingungen, die in der allgemeinen Ordnung für die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser vorgesehen sind, kommen noch folgende zusätzliche Bedingungen hinzu :

1. Der chemische Sauerstoffbedarf der Abwässer darf 500 Milligramm je Liter nicht übersteigen.

2. In den Abwässern dürfen folgende in Milligramm je Liter ausgedrückte Gehalte nicht überschritten werden :

- gesamte organische Halogenverbindungen (TOX), ausgedrückt in Chlor : 150;
- Tetrachlorkohlenstoff : 10;
- aktives Chlor : 1.

§ 2. Für nachstehend erwähnte Herstellungsverfahren gelten in bezug auf Tetrachlorkohlenstoff folgende zusätzliche Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser :

1. Für die Herstellung von Tetrachlorkohlenstoff durch Perchlorierung darf beim Verfahren mit Auswaschung, einschließlich der eventuell angewandten Pyrolyse :

- a) der Tetrachlorkohlenstoffgehalt des abgeleiteten Wassers 55 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- b) die monatliche durchschnittliche Menge abgeleiteten Tetrachlorkohlenstoffs 20 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität Tetrachloräthylen und Perchloräthylen nicht überschreiten.

2. Für die Herstellung von Tetrachlorkohlenstoff durch Perchlorierung darf beim Verfahren ohne Auswaschung, einschließlich der eventuell angewandten Pyrolyse :

- a) der Tetrachlorkohlenstoffgehalt des abgeleiteten Wassers 6,8 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- b) die durchschnittliche monatliche Ableitung Tetrachlorkohlenstoff 2,5 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität Tetrachlorkohlenstoff und Perchloräthylen nicht überschreiten.

§ 3. Für die Herstellung von Perchloräthylen (PER) und Tetrachlorkohlenstoff (CC14) durch Perchlorierung gelten ab dem 1. Januar 1990 in bezug auf Hexachlorbutadien (HCB) folgende zusätzliche Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser :

- 1. der HCB-Gehalt des abgeleiteten Wassers darf 4,09 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- 2. die durchschnittliche monatliche Ableitung von HCB darf 1,5 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität PER und CC14 nicht überschreiten.

§ 4. Für die Herstellung von Perchloräthylen und Tetrachlorkohlenstoff gelten ab dem 1. Januar 1990 in bezug auf Hexachlorbenzol folgende zusätzliche Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser :

- 1. der HCB-Gehalt des abgeleiteten Wassers darf 4,09 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- 2. die monatliche Ableitung von HCB darf 1,5 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität PER und CC14 nicht überschreiten.
- 3. Ein vereinfachtes Überwachungsverfahren kann eingerichtet werden, wenn die Ableitungen pro Jahr 1 kg nicht überschreiten.

Art. 6. Die Werte in bezug auf den in Artikel 7. Nr. 3 der allgemeinen Ordnung erwähnten biochemischen Sauerstoffbedarf kommen nicht zur Anwendung.

Art. 7. Die Ableitungsbedingungen werden aufgrund des spezifischen Referenzvolumens des Abwassers von 1,1 Kubikmeter je Tonne hergestelltem Stoff oder je Tonne installierter Kapazität festgelegt, sofern sich für einen bestimmten Betrieb herausstellt, daß die Produktionsschwankung das Volumen des abgeleiteten Wassers nicht merklich ändert.

Art. 8. § 1. Das Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Tetrachlorkohlenstoff in den Abwässern ist die Gaschromatographie.

Ein empfindlicher Detektor ist zu verwenden, wenn die Konzentration unter 0,5 Milligramm je Liter liegt; in diesem Fall liegt die Bestimmungsgrenze bei 0,1 Mikrogramm je Liter. Bei einer Konzentration von über 0,5 Milligramm je Liter ist die Bestimmungsgrenze von 0,1 Milligramm je Liter angemessen.

§ 2. Die Richtigkeit und die Genauigkeit der Methode müssen mehr oder weniger 50 % bei einer Konzentration betragen, die dem doppelten Wert der Bestimmungsgrenze entspricht.

§ 3. Für die Messung der Abflußmenge ist eine Genauigkeit von ± 20 % vorgeschrieben.

§ 4. Die Bestimmungsgrenze ist die kleinste, nach einer gegebenen Arbeitsvorschrift in einer Probe quantitativ bestimmbare Menge, die sich noch signifikant von Null unterscheidet.

Die Richtigkeit ist der Unterschied zwischen dem tatsächlichen Wert des geprüften Parameters und dem erhaltenen mittleren Versuchswert.

Die Genauigkeit ist die Spanne, innerhalb deren 95 % der Ergebnisse der Messungen an ein und derselben Probe unter Anwendung derselben Methode gefunden werden.

Art. 9. Das Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von HCB in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel. Die Bestimmungsgrenze für HCB liegt je nach Anzahl der störenden Begleitstoffe in der Probe im Bereich 1-10 Nanogramm je Liter für Gewässer und im Bereich 0,5-1 Mikrogramm je Liter für Abwässer.

Die Richtigkeit und die Genauigkeit der Methode müssen mehr oder weniger 50 % bei einer Konzentration betragen, die dem doppelten Wert der Bestimmungsgrenze entspricht.

Art. 10. § 1. Das Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von HCB in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze für HCB liegt je nach Anzahl der störenden Begleitstoffe in der Probe im Bereich 1-10 Nanogramm je Liter für Gewässer und im Bereich 0,5-1 Mikrogramm je Liter für Abwässer.

§ 2. Die Richtigkeit und die Genauigkeit der Methode müssen mehr oder weniger 50 % bei einer Konzentration betragen, die dem doppelten Wert der Bestimmungsgrenze entspricht.

KAPITEL IV. — *Teilsektor Nr. 3*

Art. 11. Die in vorliegendem Kapitel festgelegten sektorbezogenen Bedingungen gelten ab dem 1. Januar 1990 für die Ableitung der Abwässer aus dem Sektor der Herstellung von Chlormethanen :

- 1. aus Methanol oder nach einem Verfahren der Kombination von Methanol und Methan, also durch Methanol-Hydrochlorierung und anschließende Chlorierung des Methylchlorids.
- 2. durch Methanchlorierung.

Art. 12. Zu den allgemeinen Bedingungen, die in der allgemeinen Ordnung für die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser vorgesehen sind, kommen noch folgende zusätzliche Bedingungen hinzu :

1. für die Herstellung von Chlormethanen aus Methanol oder nach einem Verfahren der Kombination von Methanol und Methan :

- a) Der CHCl_3 -Gehalt des abgeleiteten Wassers darf 3 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- b) Die durchschnittliche monatliche Ableitung von CHCl_3 darf 10 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität Chlormethane nicht überschreiten;
- c) Der chemische Sauerstoffbedarf der Abwässer darf 500 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- d) Die Ableitungsbedingungen werden aufgrund des spezifischen Referenzvolumens des Abwassers von 10 Kubikmetern je Tonne Gesamtproduktionskapazität Chlormethane festgelegt;
- e) Ein vereinfachtes Überwachungsverfahren kann eingerichtet werden, wenn die Ableitungen pro Jahr 30 kg nicht übersteigen;
- f) Die Ableitungsbedingungen müssen eingehalten werden, bevor die chloroformhaltigen Abwässer einer starken Bewegung an frischer Luft ausgesetzt werden;
- g) Der in Chlor ausgedrückte Gehalt an gesamten organischen Halogenverbindungen (TOX) darf 150 mg/l nicht übersteigen;
- h) Die durchschnittliche monatliche Ableitung von Tetrachlorkohlenstoff darf 7 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität Chlormethane nicht übersteigen.

2. für die Herstellung von Chlormethanen durch Methanchlorierung :

- a) Der CHCl_3 -Gehalt des abgeleiteten Wassers darf 3 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- b) Die durchschnittliche monatliche Ableitung von CHCl_3 darf 7,5 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität Chlormethane nicht überschreiten;
- c) Der chemische Sauerstoffbedarf der Abwässer darf 500 Milligramm je Liter nicht übersteigen;
- d) Die Ableitungsbedingungen werden aufgrund des spezifischen Referenzvolumens des Abwassers von 7,5 Kubikmetern je Tonne Gesamtproduktionskapazität Chlormethane festgelegt;
- e) Die Ableitungsbedingungen müssen eingehalten werden, bevor die chloroformhaltigen Abwässer einer starken Bewegung an frischer Luft ausgesetzt werden;
- f) Die durchschnittliche monatliche Ableitung von Tetrachlorkohlenstoff darf 7 Gramm je Tonne Gesamtproduktionskapazität Chlormethane nicht übersteigen.

Art. 13. § 1. Das Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Chloroform in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie.

Ein empfindlicher Detektor ist zu verwenden, wenn die Konzentration unter 0,5 Milligramm je Liter liegt; in diesem Fall liegt die Bestimmungsgrenze bei 0,1 Mikrogramm je Liter. Bei einer Konzentration von über 0,5 Milligramm je Liter ist die Bestimmungsgrenze von 0,1 Mikrogramm je Liter angemessen.

§ 2. Die Richtigkeit und die Genauigkeit der Methode müssen mehr oder weniger 50 % bei einer Konzentration betragen, die dem doppelten Wert der Bestimmungsgrenze entspricht.

KAPITEL V. — Gemeinsame und Schlußbestimmungen

Art. 14. Zu den allgemeinen Bedingungen, die in der allgemeinen Ordnung für die Ableitung der Abwässer in die öffentliche Kanalisation vorgesehen sind, kommen noch folgende zusätzliche Bedingungen hinzu :

- 1. die in Artikel 2 festgelegten Bedingungen für den Teilsektor Nr. 1;
- 2. die in Artikel 5 festgelegten Bedingungen für den Teilsektor Nr. 2;
- 3. die in Artikel 12 festgelegten Bedingungen für den Teilsektor Nr. 3.

Art. 15. Für die Messungen der Abflußmenge ist eine Genauigkeit von $\pm 20\%$ vorgeschrieben.

Die Bestimmungsgrenze ist die kleinste, nach einer gegebenen Arbeitsvorschrift in einer Probe quantitativ bestimmbare Menge, die sich noch signifikant von Null unterscheidet.

Die Richtigkeit ist der Unterschied zwischen dem tatsächlichen Wert des geprüften Parameters und dem erhaltenen mittleren Versuchswert.

Die Genauigkeit ist die Spanne, innerhalb deren 95 % der Ergebnisse der Messungen an ein und derselben Probe unter Anwendung derselben Methode gefunden werden.

Art. 16. Der Königliche Erlaß vom 22. Februar 1988 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer aus der Chlorkohlenwasserstoffproduktion ins gewöhnliche Oberflächenwasser ist aufgehoben.

Art. 17. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 1990

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschülern Arbeiten und dem Wasser

A COOLS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N 90 — 2575

30 APRIL 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater afkomstig van de productie van chloorkoolwaterstoffen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 28 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Overwegende de richtlijn 88/280/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 juni 1988 betreffende de grenswaarden en de kwaliteitsdoelstellingen voor het lozen van bepaalde onder lijst I van de bijlage van de richtlijn 78/484/EEG vallende gevaarlijke stoffen, gewijzigd door de richtlijn 88/347/EEG van de Raad van 16 juni 1988, de Lid-Staten bepaalde verplichtingen oplegt en dat het nodig is overeenkomstige bepalingen in de gewestelijke rechtorde op te nemen ten einde daaraan na te komen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van ondernemingen die chloorkoolwaterstoffen en derivaten van de types C1, C2 en C3, alsmede de polymeren ervan produceren; de productie van chloorpesticides (organisch-gechloord) wordt hierbij niet bedoeld.

De sector is onderverdeeld in :

- 1° een subsector nr. 1 voor de productie van vinylchloride (monomeer);
- 2° een subsector nr. 2 voor de productie van gechloreerde oplosmiddelen;
- 3° een subsector nr. 3 voor de productie van chloormethanen.

HOOFDSTUK II. — *Subsector nr. 1*

Art. 2. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna genoemd « het algemeen reglement » worden volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

- 1° het chemische zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water mag 2 000 mg/l niet overschrijden;
- 2° in het geloosde water mogen de gehalten, uitgedrukt in mg/l, niet worden overschreden :
 - tetrachloorkoolstof : 1;
 - chloroform : 10;
 - totale organohalogenverbindingen (TOX), uitgedrukt in chloor : 150;
 - actief chloor : 1;
 - koper : 10.

Art. 3. In afwijking van artikel 7, 2° van het algemeen reglement moet de pH van het geloosde water tussen 6,5 en 10 liggen.

De bij artikel 7, 3°, van het algemeen reglement gestelde beperkingen met betrekking tot het biochemische zuurstofverbruik zijn niet van toepassing.

Art. 4. De lozingsvoorwaarden worden vastgesteld volgens de referentiehoeveelheid van 1,1 kubieke meter per ton productiecapaciteit van vinylchloride.

HOOFDSTUK III. — *Subsector nr. 2*

Art. 5. § 1. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, vastgesteld in het algemeen reglement worden volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

- 1° het chemische zuurstofverbruik van het geloosde water mag niet 500 mg/l overschrijden,
- 2° in het geloosde water mogen de volgende gehalten, uitgedrukt in mg/l, niet worden overschreden :
 - totale organohalogenverbindingen (TOX), uitgedrukt in chloor : 150;
 - tetrachloorkoolstof : 10;
 - actief chloor : 1.

§ 2. Voor de hierna vermelde produkten luiden de aanvullende voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater wat tetrachloorkoolstof betreft, als volgt :

1° voor de productie van tetrachloorkoolstof via perchlorering, in het geval van het procédé met wassen, met inbegrip van de pyrolyse die hierbij zou kunnen toegepast worden :

- a) het gehalte aan tetrachloorkoolstof van het geloosde water mag niet 55 mg/l overschrijden;
- b) de hoeveelheid tetrachloorkoolstof die gemiddeld per maand wordt geloosd, mag niet 20 gr/ton totale productiecapaciteit tetrachloorethyleen en perchloorethyleen overschrijden;

2° voor de produktie van tetrachloorkoolstof via perchlorering, in het geval van het procédé zonder wassen, met inbegrip van de pyrolyse die hierbij zou kunnen toegepast worden :

- a) het gehalte aan tetrachloorkoolstof van het geloosde water mag niet 6,8 mg/l overschrijden;
- b) de hoeveelheid tetrachloorkoolstof die gemiddeld per maand wordt geloosd, mag niet 2,5 gr/ton totale produktiecapaciteit tetrachloorethyleen en perchloorethyleen niet overschrijden.

§ 3. Voor de produkties van perchloorethyleen (PER) en tetrachloorkoolstof (CCP4) via perchlorering luiden de aanvullende voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater wat hexachloorbutadieen (HCBd) betreft, als volgt te rekenen van 1 januari 1990 :

- 1° het gehalte aan HCBd van het geloosde water mag niet 4,09 mg/l overschrijden;
- 2° de hoeveelheid HCBd die gemiddeld per maand mag worden geloosd, mag niet 1,5 gr/ton totale produktiecapaciteit PER en CCP4 overschrijden.

§ 4. Voor de produkties van perchloorethyleen en tetrachloorkoolstof luiden de aanvullende voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater wat hexachloorbenzeen betreft, als volgt te rekenen van 1 januari 1990 :

- 1° het gehalte aan HCB van het geloosde water mag niet 4,09 mg/l overschrijden;
- 2° de hoeveelheid HCBd die gemiddeld per maand mag worden geloosd, mag niet 1,5 gr/ton totale produktiecapaciteit PER en CCP4 overschrijden;

3° er kan een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld indien per jaar niet meer dan 1 kg wordt geloosd.

Art. 6. De waarden met betrekking tot het in artikel 7, 3° van het algemeen reglement bedoelde biochemische zuurstofverbruik zijn niet van toepassing.

Art. 7. De lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van 1,1 m³ afvalwater per ton gefabriceerde produkt of per ton geïnstalleerde capaciteit indien het voor een welbepaalde bedrijf blijkt dat de verandering van de produktie het volume geloosde water niet gevoelig wijzigt.

Art. 8. § 1. De referentiemeetmethode voor het bepalen van tetrachloorkoolstof in afvalwater is de gaschromatografie.

Er moet een gevoelige detector worden gebruikt wanneer de concentratie lager is dan 0,5 mg/l en in dit geval ligt de bepalingdrempel op 0,1 ug/l. Voor een concentratie hoger dan 0,5 mg/l is een bepalingdrempel van 0,1 mg/l adequaat.

§ 2. De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten in orde van 50 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingdrempel.

§ 3. Het debiet van het afvalwater moet worden bepaald met een nauwkeurigheid in orde van 20 %.

§ 4. Onder de bepalingdrempel dient te worden verstaan de kleinste met een gegeven werkwijze in een monster kwantitatief bepaalbare hoeveelheid die nog nul kan worden onderscheiden.

Onder nauwkeurigheid dient te worden verstaan het verschil tussen de werkelijke waarde van de betrokken parameter en de experimentele vastgestelde gemiddelde waarde.

Onder precisie dient te worden verstaan het interval waarin 95 % van de resultaten van de metingen die volgens dezelfde methode op eenzelfde monster worden uitgevoerd, worden gevonden.

Art. 9. De referentiemeetmethode voor het bepalen van HCBd in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingdrempel ligt voor het bepalen van HCBd tussen 1 en 10 ng/l voor wateren en 0,5 en 1 ug/l voor afvalwater, naar gelang van het aantal storende begeleidende stoffen in het monster.

De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten in orde van 50 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingdrempel.

Art. 10. § 1. De referentiemeetmethode voor het bepalen van HCB in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel.

De bepalingdrempel ligt voor het bepalen van HCB tussen 1 en 10 ng/l voor wateren en 0,5 en 1 ug/l voor afvalwater, naar gelang van het aantal storende begeleidende stoffen in het monster.

De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten in orde van 50 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingdrempel.

HOOFDSTUK IV. — Subsector nr. 3

Art. 11. De in dit hoofdstuk vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden te rekenen van 1 januari 1990 voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die chloormethanen produceert.

1° uit methanol of uit een combinatie methanol/methaan, dwz. door hydrochlorering van methanol gevolg door chlorering van methylchloride;

2° door chlorering van methaan.

Art. 12. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, vastgesteld in het algemeen reglement worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

1° voor de produktie van chloormethaan uit methanol of uit een combinatie methanol/methaan :

- a) het gehalte aan CHCl₃ van het geloosde water mag niet 3 mg/l overschrijden;
- b) de hoeveelheid CHCl₃ die gemiddeld per maand wordt geloosd, mag niet 10 gr/ton totale produktiecapaciteit chloormethanen overschrijden;
- c) het chemische zuurstofverbruik van het geloosde water mag niet 500 mg/l overschrijden;
- d) de lozingsvoorwaarden worden vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van 10 m³ afvalwater per ton totale produktiecapaciteit chloormethanen;
- e) er kan een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld indien per jaar niet meer dan 30 kg wordt geloosd;
- f) de lozingsvoorwaarden moeten stroomopwaarts worden nagekomen wanneer een procédé wordt toegepast waarbij CHCl₃ bevattend afvalwater in open lucht sterk in beweging wordt gebracht;
- g) het gehalte aan totale organohalogenverbindingen (TOX), uitgedrukt in chloor mag niet 150 mg/l overschrijden;
- h) de gemiddelde hoeveelheid per maand geloosde chloorkoolstof mag niet 7 gr/ton totale produktiecapaciteit chloormethanen overschrijden.

- 2° Voor de produktie van chloormethanen door chlorering van methaan :
- a) het gehalte aan CHCl_3 van het geloosde water mag niet 3 mg/l overschrijden;
 - b) de hoeveelheid CHCl_3 die gemiddeld per maand wordt geloosd, mag niet 7,5 gr/ton totale produktiecapaciteit chloormethanen overschrijden;
 - c) het chemische zuurstofverbruik van het geloosde water mag niet 500 mg/l overschrijden;
 - d) de lozingsvoorwaarden worden vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van 7,5 m³ afvalwater per ton totale produktiecapaciteit chloormethanen;
 - e) de lozingsvoorwaarden moeten stroomopwaarts worden nagekomen wanneer een procédé wordt toegepast waarbij CHCl_3 bevatten afvalwater in open lucht sterk in beweging wordt gebracht;
 - f) de hoeveelheid tetrachloorkoolstof die gemiddeld per maand wordt geloosd, mag niet 7 gr/ton totale produktiecapaciteit van chloormethanen overschrijden.

Art. 13. § 1. De referentiemeetmethode voor het bepalen van chloroform in afvalwater en in de wateren is de gaschromatografie.

Er moet een gevoelige detector worden gebruikt wanneer de concentratie lager is dan 0,5 mg/l en in dit geval ligt de bepalingdrempel op 0,1 ug/l. Voor een concentratie hoger dan 0,5 mg/l is een bepalingdrempel van 0,1 ug/l adequaat.

§ 2. De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten in orde van 50 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingdrempel.

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke en slotbepalingen*

Art. 14. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen, vastgesteld in het algemeen reglement, worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

- 1° voor wat de subsector nr. 1 betreft, de in artikel 2 vastgestelde voorwaarden;
- 2° voor wat de subsector nr. 2 betreft, de in artikel 5 vastgestelde voorwaarden;
- 3° voor wat de subsector nr. 3 betreft, de in artikel 12 vastgestelde voorwaarden.

Art. 15. De debieten van het afvalwater moet worden bepaald met een nauwkeurigheid in orde van 20 %. Onder de bepalingdrempel dient te worden verstaan de kleinste met een gegeven werkwijze in een monster kwantitatief bepaalbare hoeveelheid die nog nul kan worden onderscheiden.

Onder nauwkeurigheid dient te worden verstaan het verschil tussen de werkelijke waarde van de betrokken parameter en de experimentele vastgestelde gemiddelde waarde.

Onder precisie dient te worden verstaan het interval waarin 95 % van de resultaten van de metingen die volgens dezelfde methode op eenzelfde monster worden uitgevoerd worden gevonden.

Art. 16. Het koninklijk besluit van 22 februari 1988 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater afkomstig van de produktie van chloorwaterstoffen wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met Economie, KMO's en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidiëerde Werken en Water,

A. COOLS

F 90 — 2576

30 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de la production de l'aldrine, de la dieldrine, de l'endrine, de l'isodrine et de l'hexachlorobenzène

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE, modifiée par la directive 80/347/CEE du Conseil du 16 juin 1988, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit régional des dispositions pour y satisfaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;